RÉGIME DE RETRAITE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Compte rendu de la 34^e assemblée générale annuelle des participants du Régime de retraite de l'Université de Montréal tenue le mercredi 2 octobre 2024, à 15 h 30, en présentiel et en vidéoconférence (webinaire Zoom)

Le président du Comité de retraite, M. Jean-Pierre Le Clerc, préside la séance. Il souhaite la bienvenue à tous les participants pour cette assemblée bimodale, soit en présentiel et simultanément en vidéoconférence Zoom, afin de maximiser la participation et d'optimiser la qualité de l'information diffusée. Puis, M^{me} Brigitte Lafrance, directrice à la Gestion des régimes de retraite, est invitée à donner les consignes logistiques pour cette assemblée bimodale.

M^{me} Lafrance salue tout d'abord les participants, dont plus d'une vingtaine sont présents dans la salle et déjà 140 ont été admis dans la visioconférence. Elle mentionne que l'invitation ainsi que les documents pour l'assemblée se trouvent sur le site Web du RRUM: rapport annuel, états financiers au 31 décembre 2023, compte rendu de l'assemblée de l'an passé, document de présentation de l'assemblée annuelle (en ligne à compter du 3 octobre 2024), brochure résumant les prestations, répertoire du personnel, capsules vidéo, relevés annuels et outils de projection de rente. La vidéoconférence se fera en mode Zoom (webinaire); les participants sont donc invités à formuler par écrit, au fil de la présentation, leurs questions dans le module Q/R en indiquant la page de la présentation à laquelle elle s'applique, le cas échéant. Les réponses seront données au courant de la présentation, sinon en fin de séance. Les participants dans la salle n'ont qu'à lever leur main pour poser leurs questions. En ligne, il est possible de poser une question de façon anonyme en cochant la case à cet effet.

M^{me} Lafrance termine son introduction en indiquant que la présentation durera environ une heure et qu'une trentaine de minutes sont prévues pour la période de questions. Elle rappelle que le but de l'assemblée annuelle est de faire le bilan des activités du Régime de retraite pour l'année 2023, de la situation financière du Régime, de l'état des modifications apportées au Régime (il n'y en a pas eu en 2023) et du registre des conflits d'intérêts. Pour des questions spécifiques concernant un dossier personnel, elle invite les participants à contacter directement l'équipe du RRUM au #1018 ou par écrit à l'adresse rrum@umontreal.ca.

Avant de débiter, le président désire rendre hommage à deux personnes pour leur implication au RRUM. Tout d'abord, il remercie chaleureusement M^{me} Andrée Mayrand pour ses bons et loyaux services en tant que directrice Gestion des placements et qui a pris sa retraite en juin dernier. M. Le Clerc souligne également le départ en 2023 de M. Gino Girard qui agissait comme actuaire-conseil pour le RRUM depuis 2008 et qu'il remercie pour sa compétence et sa précieuse collaboration. Le président souhaite la bienvenue particulière au nouveau Chef des placements, M. Jean-François Paquin, et à M. Yann Lussier, actuaire-conseil œuvrant chez Aon et ancien collaborateur de M. Girard sur le dossier du RRUM.

Le président fait ensuite lecture de l'ordre du jour et présente le présentateur pour chaque point:

1. Dépôt du compte rendu de l'Assemblée générale annuelle du 27 septembre 2023
2. Faits saillants 2023
3. Survol de la situation financière du Régime
 - o Évolution de l'actif et des placements
 - o Règles de financement et évaluation actuarielle
4. Investissement responsable (IR)
5. Administration et gouvernance
6. Période de questions
7. Clôture de l'assemblée

34-1 DÉPÔT DU COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 34-1
ANNUELLE DU 27 SEPTEMBRE 2023

Le président mentionne que le compte rendu de l'AGA du 27 septembre 2023 est accessible sur le site web du RRUM.

34-2 FAITS SAILLANTS 2023 34-2

Le président fait lecture des faits saillants qui feront l'objet de développement au fil des présentations qui vont suivre. Au 31 décembre 2023, le RRUM comptait 15 114 participants. L'actif de la Caisse totalisait 4,83 G\$. En 2023, les cotisations ont totalisé 115,8 M\$ et les prestations versées 231,6 M\$. Les rendements de l'année 2023 ont été de 8,5 %, alors qu'ils étaient de 9,2 % en 2022. La situation financière au 31 mai 2022, date de la dernière évaluation actuarielle, indiquait un ratio de provisionnement de 100,0 %, avec un surplus de 1,6 M\$.

34-3 SURVOL DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU RÉGIME 34-3

34-3.1 Évolution de l'actif et des placements 34-3.1

M. Jean-François Paquin, Chef des placements, fait rapport sur l'évolution de l'actif et des placements.

L'actif du Régime a généralement augmenté à chaque année au cours des dix dernières années, à l'exception d'une légère baisse en 2018 et d'une baisse plus importante en 2022. Il s'élevait à 4,83 G\$ au 31 décembre 2023, un niveau comparable à celui de 2020. M. Paquin mentionne que le RRUM se classe au 65^e rang des plus grandes caisses de retraite au Canada selon la revue Avantages. Comme le Régime est à maturité, les contributions nettes ont été négatives durant les 10 dernières années, c'est-à-dire que le Régime paie plus de prestations qu'il ne récolte de cotisations par environ 100 M\$ à 125 M\$ annuellement. Les revenus de placement sont généralement plus importants mais aussi plus volatils. En 2023, les activités de placements ont généré 382 M\$ contre des sorties nettes de 125 M\$, pour une augmentation nette de l'actif de 257 M\$.

Les rendements annualisés du RRUM au 31 décembre 2023 sont de 8,5 % sur 1 an, 4,6 % sur 4 ans et 7,2 % sur 10 ans. En 2023, la Caisse n'a pas réussi à battre son portefeuille de référence, mais elle le surpasse sur les périodes de 4 ans et de 10 ans.

M. Paquin explique que sur le plan des placements, la clé du succès à long terme est d'avoir un portefeuille diversifié. Les placements du RRUM sont très bien diversifiés par classe d'actifs : 36,9 % en actions, 34,2 % en placements à revenus fixes et 28,9 % en d'autres formes de placements (immobilier, infrastructure, obligations de marchés émergents, placements privés). Le RRUM est également bien diversifié d'un point de vue géographique et par gestionnaire. Au 31 décembre 2023, le RRUM comptait 21 gestionnaires de placement.

M. Paquin résume le comportement des marchés en 2023 caractérisé par une baisse de l'inflation et des taux d'intérêt attendus, soit un environnement propice aux placements obligataires. Les marchés boursiers mondiaux ont également bien performé et c'est la bourse américaine qui a remporté la palme en étant propulsée par la performance de sept grands titres technologiques (les « Sept Magnifiques »). Le tableau des rendements par classe d'actifs permet de constater que mis à part l'immobilier, toutes les classes d'actifs ont terminé l'année 2023 en territoire positif.

Pour l'année en cours, la croissance de l'économie a continué de surprendre et cela a contribué à freiner les attentes de baisse des taux d'intérêt. Les placements obligataires affichent donc des rendements négatifs sur 6 mois, alors que les marchés boursiers ont continué de bien faire dont une performance de plus de 40 % des Sept Magnifiques. Le RRUM présentait au 30 juin 2024 un rendement estimé de 4,5 % pour les 6 premiers mois de 2023, alors que celui du portefeuille de référence était de 4,1 %.

M. Paquin cède ensuite la parole à l'actuaire Yann Lussier pour présenter les règles de financement et de l'évaluation actuarielle.

M. Lussier débute par un rappel des prestations offertes par le Régime. Il décrit la prestation de base et les prestations accessoires. À l'aide de deux exemples, soit celui d'un participant qui se retire avec un salaire moyen de 75 000 \$ et un autre avec un salaire moyen de 150 000 \$, Il illustre les prestations de base qui sont payables, ainsi que l'articulation entre la rente du Régime, la rente payable de la Régie des rentes du Québec (RRQ) et la pension de la sécurité de vieillesse (PSV). Au titre des prestations accessoires, il mentionne que les prestations sont payables sans réduction à 60 ans, qu'elles sont indexées et que la rente après le décès est réversible au conjoint ou garantie 10 ans, selon les années de service avant et après 2013 et la présence d'un conjoint admissible.

Le financement du Régime est établi sur une base de continuité sur le long terme à l'aide d'un ensemble d'hypothèses dites « de meilleures estimations » portant principalement sur les rendements attendus, la longévité, l'âge de prise de la retraite, l'inflation et la progression salariale. Le rendement attendu est l'une des hypothèses les plus importantes et le gouvernement impose qu'une marge de sécurité soit prise pour cette hypothèse et qu'elle ne soit pas basée uniquement sur « la meilleure estimation ». Les évaluations actuarielles périodiques (au minimum une fois à tous les trois ans) permettent de constater le bilan actuariel du régime (déficit ou excédent) et de déterminer le niveau des cotisations requises. Encore une fois, le gouvernement impose qu'une certaine partie de l'actif soit exclue afin de constituer une réserve à part du bilan sur le compte général.

La situation financière du RRUM au 31 mai 2022, date de la dernière évaluation actuarielle du Régime, présentait un actif de 4,589 G\$, composé d'un compte général de 4,272 G\$ et d'une réserve de 317 M\$, alors que le passif actuariel était évalué à 4,270 G\$. Le ratio de capitalisation était alors de 100 %. Ces résultats ont fait l'objet d'un rapport qui a été soumis aux autorités gouvernementales (Retraite Québec & Agence du revenu du Canada).

M. Lussier rappelle que l'évaluation actuarielle ne sert pas uniquement à déterminer la situation financière du Régime, mais aussi à établir le niveau des cotisations requises des participants et de l'Université. Quatre types de cotisations peuvent être requises afin d'assurer le financement du Régime : 1) les cotisations d'exercice pour financer les nouvelles prestations acquises durant la période, 2) les cotisations de stabilisation d'au moins 10 % des cotisations d'exercice sans marge pour écarts défavorables, afin d'augmenter la prudence du financement. Les cotisations d'exercice et cotisations de stabilisation sont partagées à 55 % par l'Université et 45 % par les participants actifs. En cas de déficit, s'ajoute 3) une cotisation d'équilibre, partagée 50/50. Un déficit peut être amorti sur une période de 15 ans et peut être financé à 50 % par la réserve. Enfin, 4) une petite cotisation pour droits résiduels (partagée 50/50) sert au financement des reliquats de solvabilité pour les employés qui quittent et reçoivent une prestation de départ.

M. Lussier présente ensuite les composantes des cotisations minimales requises qui s'élève à 20,80 % des salaires : la cotisation d'exercice est de 18,83 %, la cotisation de stabilisation est de 1,77 % et la cotisation pour droits résiduels est de 0,20 %. Les cotisations versées par les participants sont calculées en fonction du maximum des gains admissibles en vertu du Régime de rentes du Québec et de la portion des gains au-dessus de ce maximum. Les cotisations des participants sont légèrement plus élevées que les cotisations minimales requises afin d'éviter des variations trop fréquentes et permettre une marge de sécurité supplémentaire. Les cotisations réellement versées en 2023, en 2024 et à venir en 2025, sont de 9,41 % par les participants et 11,43 % par l'Université.

M. Lussier indique que la prochaine évaluation actuarielle est requise au plus tard en date du 31 décembre 2024 et elle permettra d'établir les niveaux de cotisations pour les années à compter de 2026. Entretemps, le Comité de retraite fait un suivi périodique de la situation financière du Régime et il mesure l'opportunité de soumettre une évaluation actuarielle anticipée si elle s'avérait nécessaire afin de stabiliser les cotisations et se protéger des turbulences financières.

M. Lussier explique qu'une politique de financement est établie par l'Université, conformément aux exigences de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, et elle est transmise au Comité de retraite pour son administration. Il décrit les quatre grands objectifs de financement du RRUM, soit la pérennité du Régime, la sécurité des prestations, la stabilité des cotisations et le maintien d'un niveau acceptable des coûts. Il décrit ensuite les principaux risques démographiques, économiques et législatifs auxquels le Régime fait face. Finalement, M. Lussier présente les diverses mesures prises pour gérer ces risques, dont la constitution de marges et de réserves, le suivi de la situation financière du Régime entre les évaluations actuarielles, la production d'états financiers audités et une reddition de comptes de la part des délégataires.

34-4 INVESTISSEMENT RESPONSABLE

34-4

M. Paquin rappelle l'engagement du RRUM et sa politique en matière d'investissement responsable (disponible sur le site web du RRUM). La politique IR prévoit l'utilisation de trois leviers d'action : l'intégration des facteurs ESG (intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les processus de sélection et de suivi des gestionnaires externes), la décarbonation (réduction de l'intensité carbone du portefeuille d'actions) et l'engagement actionnarial (exercice de droits de vote et dialogue avec les entreprises).

Au titre de l'intégration des facteurs ESG, M. Paquin présente les faits saillants de 2023. Il mentionne l'investissement du RRUM dans le fonds Global Infrastructure Partners V qui finance des projets d'infrastructure avec un objectif de décarbonation à travers tous les secteurs. Le suivi des investissements sur le plan de l'IR révèle que 100 % des actifs du Régime sont gérés par des gestionnaires signataires des Principes en investissement responsable (PRI) des Nations Unies. Le RRUM assure un suivi régulier auprès de ses gestionnaires externes, incluant l'envoi d'un questionnaire qui permet de suivre l'évolution de leur intégration des facteurs ESG et de partager avec eux sur les meilleures pratiques dans l'industrie.

Sur le plan de la décarbonation, la décision prise par le Comité de retraite était de réduire l'intensité carbone moyenne pondérée de 20 % d'ici 2025 et de 35 % d'ici 2030 par rapport à la fin de l'année de base 2019. Trois mesures sont suivies pour guider les investissements, à savoir : les émissions carbone (milliers tCO_{2e}), l'empreinte carbone (tCO_{2e}/million de dollars US investis) et l'intensité carbone moyenne pondérée (tCO_{2e}/million de dollars US de revenus). M. Paquin souligne que la cible de 2030 a été atteinte en 2023 alors que l'intensité carbone moyenne pondérée du portefeuille total d'actions cotées est inférieure de 40 % du niveau de 2019. Cette réduction s'explique principalement par une composition différente des portefeuilles d'actions en gestion active ainsi que l'élimination de l'exposition indicielle en actions de pays émergents. M. Paquin fait observer que l'évolution de cette réduction n'est pas linéaire d'une année à l'autre.

Quant à l'exercice des droits de vote, le RRUM a exercé son droit de vote au cours de 488 assemblées d'actionnaires en 2023 et sur un total de 5 392 propositions, dont 66 % ont été appuyées. De plus, 94 propositions sont venues des actionnaires eux-mêmes touchant souvent les responsabilités environnementale et sociale des entreprises. Le RRUM a appuyé une majorité (70 %) de ces propositions d'actionnaires. L'autre façon de faire de l'engagement actionnarial est de parler aux compagnies. À cet effet, le RRUM s'est joint à l'initiative UNIE, lancée par SHARE en 2021, représentant une coalition d'universités canadiennes. Au cours de 2023, ils ont engagé des dialogues sur les enjeux climatiques (finance durable, réduction des émissions) avec 21 sociétés faisant partie du portefeuille du Régime. Concernant ces dialogues, dix démontrent du progrès et huit autres progressent alors que c'est plus difficile avec trois autres sociétés.

34-5 ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE

34-5

M^{me} Brigitte Lafrance, directrice, Gestion des régimes de retraite, fait état de l'administration et de la gouvernance.

Évolution de la participation :

Elle fait d'abord état de la participation au Régime. Le nombre de participants actifs est passé de 7 022 au début de l'année à 7 157 au 31 décembre 2023. Les participants retraités et conjoints survivants sont au nombre de 6 025, celui des participants ayant droit à une rente différée est de 1 932, pour un grand total de 15 114 participants au 31 décembre 2023. Un graphique de l'évolution de la participation montre que depuis 10 ans, le nombre de participants actifs a augmenté de 6 %, celui des retraités a augmenté de 25 % et celui des différés de 19 %. L'âge moyen des participants actifs est de 47 ans alors que l'âge moyen du groupe des retraités, qui compte une dizaine de centaines, est de 74 ans.

La répartition des participants actifs selon le groupe d'emploi est la suivante : 36 % pour les cadres et professionnels, 28 % pour le personnel de soutien, 21 % pour les professeurs, 13 % pour les chargés de cours et 2 % pour le personnel autre qui n'est affilié à aucun syndicat ou association. La répartition est semblable d'une année à l'autre.

Au cours des 10 dernières années, le nombre de départs à la retraite a oscillé entre un minimum de 185 en 2016 et un maximum de 246 atteint l'année dernière.

Comités du RRUM :

M^{me} Lafrance explique la structure de gouvernance du RRUM et la composition du Comité de retraite, du Comité de vérification et du Comité de placement. Elle décrit ensuite les principales responsabilités du Comité de retraite dont l'administration du Régime, l'adoption des politiques de placement et d'investissement responsable, et voir à la production des états financiers et des évaluations actuarielles. Certaines tâches sont confiées aux comités de placement et de vérification, ainsi qu'aux deux directions de l'Université, soit la gestion des régimes de retraite et la gestion des placements.

Élections au Comité de retraite (2023) :

En 2023, le groupe des professeurs a procédé à l'élection de M. Patrice Jalette et à la réélection d'Adrian Burke, le personnel d'encadrement administratif et professionnel a réélu Alain Sauvageau et le Comité de retraite a réélu Robert Cardinal à titre de membre indépendant. Pour sa part, le Conseil a nommé René Garcia pour siéger au Comité de retraite.

Le RRUM compte aussi sur d'autres ressources, dont les auditeurs externes (Raymond Chabot Grant Thornton), l'actuaire-conseil (Aon) nouvellement engagé, le consultant en administration des régimes de retraite (Telus Santé), la Direction Gestion des placements et la Direction Gestion des régimes de retraite de l'Université de Montréal. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues en consultant le Rapport annuel 2023.

Registre des conflits d'intérêts :

M. Nowakowski, secrétaire du Comité de retraite, indique que conformément au règlement intérieur du Comité de retraite, tous les membres du Comité avaient complété, en date du 13 septembre 2024, le formulaire *Attestation, engagement et déclaration relative aux intérêts et fonctions des membres du Comité de retraite*. Ce formulaire comporte l'engagement, pour le membre, de se conformer au Code d'éthique du Comité de retraite et d'identifier toute situation, tout intérêt ou toute fonction pouvant entrer en conflit avec ses responsabilités au Comité de retraite.

M. Nowakowski indique qu'en 2023, le Comité a été saisi de deux situations potentielles où il pourrait y avoir apparence de conflit d'intérêts; le Comité a alors déterminé les dispositions qui seraient à prendre advenant le cas où ces situations se manifestaient. M. Nowakowski rappelle que le registre peut être consulté au bureau de la Direction Gestion des régimes de retraite.

M^{me} Claudia Gagné, vice-présidente du Comité de retraite et professeure en actuariat au Département de mathématiques et statistique, anime la période de questions/réponses et rappelle les modalités d'usage.

Q1 de M^{me} Chantal Gagnon : Les cibles de décarbonation du RRUM sont déjà atteintes et il est possible qu'elles ne soient pas assez ambitieuses. À quel moment le RRUM va-t-il réviser ses cibles?

R par M. Paquin : En guise de rappel, les cibles de décarbonation du RRUM ont été établies en 2020 et le niveau atteint change au fil du temps. Une révision de la politique sur l'investissement responsable est prévue d'ici la fin de 2025.

Q2 de M. Jean-Luc Malo : Le Fonds de dotation de l'Université a déjà fixé à 2025 le désinvestissement dans les énergies fossiles et la Caisse de dépôt et placement du Québec s'est elle aussi engagée à le faire. Qu'en est-il du RRUM? De plus, le RRUM ne devrait plus investir dans les banques qui prêtent de l'argent aux sociétés qui exploitent les énergies fossiles.

R par M. Nowakowski : Il est important de faire la distinction avec le Fonds de dotation dont l'argent des dons reçus appartient à l'Université et est investi à sa discrétion, alors que la Caisse du RRUM est placée en fiducie avec comme objectif le versement de rentes viagères aux participants dans le respect de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et le Code civil du Québec. Les avis juridiques indiquent qu'ignorer des secteurs entiers ayant une part aussi importante de l'activité économique serait en contravention avec le pouvoir fiduciaire prévu aux lois applicables. Ainsi, le Comité de retraite mise plutôt sur les trois pôles d'intervention présentés par M. Paquin durant l'assemblée, soit l'intégration des facteurs ESG par les gestionnaires de portefeuilles, la décarbonation graduelle des portefeuilles d'actions et l'engagement actionnarial.

Q3 d'un participant anonyme : Je suis un participant qui a commencé à recevoir sa rente en 2024 et je recevrai une rétroactivité salariale en lien avec les années 2022, 2023 et 2024. Le montant de ma rente sera-t-il révisé?

R par M^{me} Lafrance : Oui. Il faut prévoir cependant un délai entre le paiement de la rétro salariale et l'ajustement de la rente. Une ressource additionnelle a été embauchée par la Direction Gestion des régimes de retraite pour répondre à la demande de travail accrue.

Q4 de M. Raouchen Methamem : J'ai 65 ans et je compte partir à la retraite bientôt. Est-il possible de prendre contact avec un planificateur financier de la Gestion des régimes de retraite?

R par M^{me} Lafrance : La Direction Gestion des régimes de retraite n'offre pas les services de planification financière, mais elle fournit aux participants toute l'information sur le Régime, dont le relevé annuel et un outil de projection de la rente. M^{me} Lafrance suggère à ce participant de consulter le site internet de l'Institut de planification financière pour se trouver un planificateur financier.

Q5 d'un participant anonyme : Quel est l'impact sur le RRUM des augmentations de salaires cumulées de 19,5 % sur 5 ans prévues dans l'entente conclue entre l'ACPUM et l'Université?

R par M. Lussier : Des hausses salariales sont anticipées dans le processus d'évaluation actuarielle. Les hausses consenties l'été dernier aux cadres et professionnels dépassent l'hypothèse utilisée lors de l'évaluation actuarielle du 31 mai 2022 qui projetait une hausse de l'ordre de 14 % pour la même période. Ainsi, on s'attend à une hausse du coût des promesses de rentes.

Q6 de M^{me} Chantal Gagnon : Pourriez-vous donner des exemples d'engagement actionnarial où le vote du gestionnaire a été POUR et d'autres où le vote du gestionnaire a été CONTRE?

R par M. Paquin : Comme mentionné au cours de l'assemblée, l'engagement actionnarial est un facteur important qui permet d'avoir des discussions directes avec les entreprises dans lesquelles le RRUM investit. Nous avons appuyé une proposition d'actionnaire d'exiger de l'entreprise canadienne Cenovus Energy qu'elle produise un rapport indiquant la manière dont elle aligne ses activités de lobbying sur son objectif de zéro émission nette. D'autre part, nous nous sommes opposés à une proposition d'actionnaire qui demandait à la Banque TD de poursuivre ses investissements dans le secteur pétrolier et gazier au Canada.

Q7 de M^{me} Marie-France Lépine : Pourriez-vous confirmer si la rente du RRUM est basée sur une moyenne salariale 3 ans ou 5 ans?

R par M^{me} Lafrance : Pour les années de services admissibles avant 2013, les prestations sont basées sur une moyenne 3 ans des meilleurs salaires, alors que les prestations accumulées pour les années de service depuis le 1^{er} janvier 2013 sont basées sur une moyenne 5 ans.

Q8 d'un participant anonyme : Est-ce que l'entente de transfert avec le RREGOP sera renouvelée sous peu?

R par M^{me} Lafrance : La Direction Gestion des régimes de retraite travaille à renouveler l'entente de transfert avec le RREGOP et elle espère obtenir un projet d'entente d'ici la fin de l'année.

Q9 de M. David Lewis : Relativement à l'engagement actionnarial, pouvez-vous donner un exemple de dialogue avec une compagnie?

R par M. Paquin : Dans le Rapport annuel, il est fait mention du progrès réalisé avec l'épiciers Metro depuis que la firme SHARE a déposé une proposition d'actionnaire au nom du RRUM en 2022. Le dialogue a amené Metro à vouloir réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Selon les calculs de SHARE, les engagements de Metro équivaldraient au retrait de 140 000 véhicules de la circulation.

Q10 de M^{me} Sylvie Vandaele : Quelle est la procédure suivie lorsqu'un avis sur les objectifs de placement est sollicité? Comment s'effectue la consultation des participants actifs et retraités sur le caractère éthique des placements?

R par M. Nowakowski : La responsabilité fiduciaire incombe au Comité de retraite et une consultation avec les participants n'est pas toujours prévue dans ce contexte. Dans le cas de la gestion des placements, le Comité de retraite délègue la gestion courante au Comité de placement qui développe la politique de placement et la politique sur l'investissement responsable pour ensuite donner des mandats à des gestionnaires externes. Une reddition de comptes est faite par le Comité de placement aux membres du Comité de retraite. Chaque groupe de participants désigne au moins un membre du Comité de retraite qui constitue une courroie de transmission pour les opinions et les questions des participants.

Q11 de M. Roger Villemure : Par curiosité, quelle est la « portion Québec » des investissements du RRUM?

R par M. Paquin : Le Rapport annuel indique que 49 % de l'actif du RRUM est investi au Canada, mais la « portion Québec » serait à calculer. Après validation, les investissements du RRUM au Québec correspondaient à un peu plus de 8 % de l'actif total au 31 décembre 2023.

Q12 d'un participant anonyme : Quel est le délai pour recevoir une estimation du montant transférable en vertu de l'entente de transfert avec le RREGOP qui prévalait en août 2023?

R par M^{me} Lafrance : Elle invite le participant à communiquer avec M. Cédric Léonard qui fait partie de son équipe afin d'obtenir cette information.

Q13 d'un participant anonyme : Est-ce que la présentation du jour sera envoyée aux participants par courriel?

R par M^{me} Lafrance : La présentation de l'assemblée sera ajoutée dès le lendemain dans la section « Assemblées annuelles » du site web du RRUM.

34-7

CLÔTURE DE L'ASSEMBLÉE

34-7

Le président remercie tous les participants pour leur présence et il souhaite les revoir l'an prochain. Il remercie également les intervenants pour leur bon travail. La séance est levée à 17 h 05.